

STATEMENT BY MAURITANIA

MADE 15 JUNE 2004

**AT THE UNITED NATIONS CONFERENCE
ON TRADE AND DEVELOPMENT**

Eleventh Session

**São Paulo, Brazil
13-18 June 2004**

XIème CNUCED

**Intervention de
S.E.M. Mohamed Saleck Ould Mohamed Lemine,
Ambassadeur, Représentant permanent
auprès de l'Office des Nations Unies à Genève**

Sao Paulo, le 15 juin 2004

Monsieur le Président,

La CNUCED a été créée en 1964 en vue d'intégrer les pays en développement dans l'économie mondiale et d'assurer des conditions de vie décentes à leurs populations.

Quarante ans plus tard, le thème choisi pour la présente Conférence montre que cet objectif est loin d'avoir été atteint et qu'un long chemin reste à parcourir avant de réaliser cette intégration.

Pourtant la CNUCED a, dès le départ, appréhendé le développement dans sa globalité.

Elle a eu en particulier une vision et une analyse justes de la relation entre le commerce et le développement.

Toutefois force est de constater que nous vivons toujours dans un monde inéquitable et peu sûr caractérisé par des inégalités croissantes entre pays riches et pays pauvres.

Aujourd'hui, comme il y a quarante ans, le but poursuivi n'a pas varié : il s'agit toujours de créer les conditions nécessaires à l'avènement d'un monde plus juste et plus équitable.

Notre génération, à la différence de celles qui l'ont précédée, a les moyens de créer ces conditions. Nous disposons, en effet, du savoir-faire et des outils scientifiques et techniques pour ce faire.

Le moment est venu de nous armer de la volonté politique nécessaire pour répondre aux besoins des peuples les plus démunis et tirer pleinement parti des progrès extraordinaires réalisés par l'humanité.

Les Conférences et réunions au Sommet organisées ces dernières années ont défini un cadre d'action intégré au niveau national, régional et international en vue d'atteindre les objectifs essentiels que sont l'éradication de la pauvreté, une croissance économique soutenue et un développement durable.

Le Sommet du Millénaire a en particulier constitué un tournant majeur lorsque les dirigeants du monde entier se sont engagés à renforcer la solidarité et le partenariat internationaux pour réaliser d'ici 2015 les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Mais l'expérience montre qu'il ne suffit pas seulement de fixer des Objectifs. Il est beaucoup plus important de se donner les moyens de les réaliser.

C'est dans ce but justement que la Conférence internationale sur le financement du développement a été organisée à Monterrey en 2002.

Cette Conférence a débouché sur des résultats positifs car ce sont les engagements pris à Monterrey qui ont permis d'inverser la tendance au déclin ou à la stagnation de l'aide publique au développement.

Toutefois il est clair à un an du bilan à mi-parcours que le niveau de croissance réalisé reste bien insuffisant pour permettre d'atteindre les Objectifs de développement du Millénaire.

Au niveau insuffisant de l'aide publique au développement s'ajoutent les effets des autres contraintes structurelles auxquelles les pays en développement sont confrontés.

Ces pays n'arrivent pas en particulier à tirer parti de la libéralisation des échanges et du commerce en tant que moteur de la croissance à cause du caractère inéquitable des règles qui régissent le Système commercial multilatéral.

Ils rivalisent à armes inégales et ne disposent pas de la latitude suffisante pour formuler des politiques économiques propres à faciliter leur développement.

Pour remédier à cette situation les Membres de l'OMC ont convenu de mettre les questions de développement au cœur du Cycle de Négociations commerciales multilatérales lancé en 2001, à Doha.

Mais, comme chacun le sait, l'examen à mi-parcours effectué à Cancún s'est soldé par un échec et, à quelques mois de l'échéance fixée à Doha, rien n'indique que ces Négociations aboutiront avant la date butoir du 1^{er} janvier 2005.

Pourtant les études de la Banque mondiale montrent que le succès du Cycle de Doha et la prise en charge des préoccupations des pays en développement pourraient accroître les revenus de ces pays et contribuer ainsi à dégager des ressources pour le financement du développement.

Les États membres de l'ONU présents à cette conférence et qui sont, pour la plupart, membres de POMC peuvent s'engager ici dans ce sens.

Un tel engagement nous rapprocherait davantage des Objectifs fixés en 2000 et contribuerait à permettre de faire face aux défis posés par le manque de progrès dans la mise en œuvre des résultats des grandes Conférences internationales.

La non application des textes issus de ces rencontres de haut niveau alimente le scepticisme de larges secteurs de nos différentes sociétés à un moment où le fait que des millions de personnes demeurent exclues des avantages du progrès scientifique et technique est devenue de moins en moins acceptable.

Le moment est venu de donner des raisons d'espérer à tous ceux qui sont gagnés par le doute et qui se sentent laissés en marge de ce puissant processus de mondialisation.

C'est le cas de centaines de millions de personnes dans les pays les moins avancés.

Ces pays continuent de souffrir de fléaux divers et de handicaps majeurs sur lesquels ils n'ont pas de prise.

Les PMA ont naturellement la responsabilité principale de leur développement mais ces fléaux et ces handicaps ont limité considérablement la portée de l'impact de leurs propres efforts et des réformes profondes qu'ils ont entreprises.

La majorité des PMA se trouve en Afrique, Continent fragile qui demeure en marge du processus de la mondialisation mais dont les dirigeants sont conscients de leurs propres responsabilités comme en témoigne l'adoption et le lancement du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique.

Aussi cohérent que soit cet instrument régional pour traiter les problèmes particuliers du Continent africain, l'existence d'un environnement international propice reste essentiel à la réussite de cette Initiative.

Les accords et engagements souscrits lors des grandes Conférences et réunions au Sommet des Nations Unies soulignent tous la nécessité de créer un tel environnement.

Nos présentes assises enregistreront un grand succès si elles contribuaient à la mise en œuvre effective de ces accords et engagements et si elles arrivent à faire en sorte que l'humanité utilise ses ressources à son avantage.

Une telle inflexion serait conforme aux buts fixés par les fondateurs des Nations Unies et à ceux, plus précis, définis par la 1^{re} CNUCED.

Les destinées de nos différents peuples sont beaucoup plus liées qu'il y a quarante ans et les facteurs qui militent en faveur de la coopération et du partenariat sont plus nombreux encore.

Nous vivons dans un même village planétaire où riches et pauvres sont inextricablement liés et où la révolution de l'information crée des attentes et des aspirations de plus en plus similaires en rendant chacun de plus en plus conscient aussi bien des possibilités offertes que des disparités existantes.

Cette situation impose de nouvelles exigences et de grandes responsabilités car la non satisfaction de ces attentes et de ces aspirations peut nourrir des sentiments d'injustice et d'inégalité parmi les peuples du monde.

D'où la nécessité de donner un visage humain à la mondialisation et d'en faire réellement une force positive pour l'humanité toute entière.

La mondialisation doit être un moyen de favoriser le développement et de permettre à davantage de gens de pourvoir à leurs besoins fondamentaux afin de nous rapprocher de notre quête d'un monde meilleur qui offre de meilleures perspectives pour tous les pays et tous les peuples, et surtout pour les plus pauvres.

Je vous remercie, Monsieur le Président.